

4 COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE LATECOERE S.A. AU 31 DECEMBRE 2015

4.1 Bilan de la société LATECOERE S.A.

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	Amort. Prov.	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Immobilisations incorporelles	16 875	6 145	10 730	1 990
Terrains	505		505	505
Constructions	2 942	961	1 981	2 048
Installations techniques, outillages	34 557	22 906	11 651	11 719
Autres immobilisations corporelles	11 054	7 109	3 945	3 245
Immobilisations en cours	13 491		13 491	10 752
Avances et acomptes			0	0
Immobilisations corporelles	62 549	30 976	31 573	28 268
Autres participations	45 854	1 151	44 703	44 703
Créances rattachées à des participations	26 657		26 657	77 685
Autres titres immobilisés	25		25	25
Prêts	409	409	0	0
Autres immobilisations financières	209	0	209	2 510
Immobilisations financières	73 154	1 560	71 594	124 922
ACTIF IMMOBILISE	152 578	38 681	113 897	155 181
Matières premières	31 028	8 007	23 021	24 860
En-cours de production de biens	250 515	13 043	237 472	252 970
Produits intermédiaires et finis	31 911	4 077	27 835	30 073
Stocks et en-cours	313 454	25 127	288 327	307 902
Avances, acomptes versés sur commandes	167		167	3 105
Créances clients et comptes rattachés	9 102		9 102	9 920
Autres créances	126 314		126 314	98 651
Valeurs mobilières de placement	62 314		62 314	12 740
Disponibilités	18 783		18 783	11 836
Charges constatées d'avance, écarts de conversion	8 503		8 503	1 344
ACTIF CIRCULANT	538 639	25 127	513 512	445 498
TOTAL ACTIF	691 217	63 808	627 409	600 679

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Capital social ou individuel	186 694	23 091
Primes d'émission, de fusion, d'apport	213 607	93 095
Réserve légale	1 722	1 722
Autres réserves	107 496	107 496
Report à nouveau	-195 937	-192 099
Résultat de l'exercice	-8 625	-3 838
Provisions réglementées	5 814	4 981
Capitaux propres	310 772	34 448
Avances conditionnées	32 021	30 609
Total Fonds propres	342 793	65 057
Provisions pour risques et charges	3 258	12 732
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	98 880	278 163
Emprunts et dettes financières divers	3 009	2 006
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 357	78 905
Dettes fiscales et sociales	28 576	33 271
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	882	685
Autres dettes	66 672	118 685
Produits constatés d'avance - Ecart de conversion	6 981	11 176
Total dettes	281 358	522 891
TOTAL PASSIF	627 409	600 679

4.2 Compte de résultat de la société LATECOERE S.A.

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Production vendue de biens	494 410	429 600
Production vendue de services	10 880	14 375
Chiffre d'affaires net	505 290	443 976
Production stockée	-13 803	9 984
Production immobilisée	12 146	5 842
Subventions d'exploitation	2 121	2 354
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges	17 904	4 964
Autres produits	202	261
Produits d'exploitation	523 860	467 381
Variation de stock (marchandises)	48	0
Achats matières premières, approvisionnements	45 598	41 092
Variation stocks (matières premières, approvisionnements)	769	1 713
Autres achats, charges externes	349 319	340 877
Impôts et taxes et versements assimilés	9 371	4 425
Salaires et traitements	47 020	50 143
Charges sociales	23 407	23 873
Dotations aux amortissements	4 962	2 803
Dotations aux provisions sur actif circulant	7 804	132
Autres charges d'exploitation	717	404
Charges d'exploitation	489 014	465 462
RESULTAT D'EXPLOITATION	34 846	1 918
RESULTAT FINANCIER	-47 413	-9 573
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-12 567	-7 654
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-681	-1 358
Participation salariés aux fruits de l'expansion	1 845	2 104
Impôts sur les bénéfices	-6 469	-7 279
TOTAL DES PRODUITS	548 908	493 760
TOTAL DES CHARGES	557 533	497 598
RESULTAT NET	-8 625	-3 838

4.3 Tableau de flux de trésorerie de la société LATECOERE S.A.

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Résultat net	-8 625	-3 838
Elimination des amortissements et provisions ¹	-4 118	-1 163
Marge brute d'autofinancement	-12 743	-5 001
Variation du BFR net de provisions ¹	-14 663	1 267
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-27 406	-3 733
Total des investissements	-7 600	-7 877
Total des cessions	44	136
Flux net de trésorerie provenant des investissements	-7 556	-7 742
Augmentation (réduction) de capital ²	284 115	369
Emissions de dettes financières ³	101 074	0
Remboursements de dettes financières ⁴	-227 825	-795
Flux liés à des participations	165	860
Flux liés aux avances remboursables	1 412	-833
Cession (acquisition) d'actions propres	-11	0
Autres flux liés aux opérations de financement ⁵	-68 400	25 000
Variation nette des prêts et avances consentis	2 313	-252
Flux net de trésorerie provenant du financement	92 843	24 348
VARIATION DE TRESORERIE	57 881	12 874
Trésorerie d'ouverture	23 196	10 322
Trésorerie de clôture	81 077	23 196
Trésorerie et équivalent de trésorerie	81 096	24 577
Concours bancaires courants	-19	-1 381
Mobilisation de créances	0	0
TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	81 077	23 196

¹ Afin d'améliorer la lisibilité du tableau des flux de trésorerie, le Groupe a décidé de présenter à partir du 31/12/2015 un BFR net de provisions. L'impact de ce reclassement s'élève à 4 913 K€ pour l'exercice 2014.

² Pour 2015 correspond à 3,8 M€ au titre de l'exercice des bons de souscription d'actions et 280,3 M€ au titre de la restructuration de la dette

³ Pour 2015, correspond principalement au nouveau crédit syndiqué (100 M€)

⁴ Pour 2015, correspond au remboursement de la tranche B du crédit syndiqué

⁵ Pour 2015, correspond au remboursement des crédits à court terme pour 52,5 M€ et aux frais décaissés relatifs à la restructuration de la dette pour 15,9 M€

4.4 Annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2015

Les présents documents sont annexés au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dont le total est de 627 408 808 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 548 907 727 €, le total des charges 557 532 670 €, et dégagant un résultat déficitaire de 8 624 942 €.

L'exercice concerné couvre une période de 12 mois allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Les états financiers sont présentés en KEuros arrondis au millier d'euros le plus proche.

NOTE 1 FAITS MARQUANTS

Recapitalisation de la société Latécoère

Conformément au Protocole de Conciliation signé avec ses créanciers le 26 mai 2015 et suite à l'approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires du projet de restructuration les 29 juin et 15 juillet 2015, la société a réalisé deux augmentations de capital successives pour un montant cumulé de 280 M€ :

- La première augmentation de capital réservée aux prêteurs du crédit syndiqué s'est élevée à 57 M€ et a été réalisée par conversion de créances. A l'issue de cette opération, les prêteurs détenaient une participation de 37,4% dans le capital de la société.
- La seconde augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel pour un montant de 223 M€ a permis à la société de rembourser le crédit syndiqué à hauteur de 123 M€ et de conserver 100 M€. Au regard du succès de l'opération, le poids des prêteurs dans le capital de la société est resté inchangé.

A l'issue de l'Augmentation de Capital avec Maintien du DPS, le capital social de Latécoère s'élève à 187 M€.

Nouvelle gouvernance

Conformément aux résolutions votées en Assemblée Générale, la société s'est dotée, à compter du 22 septembre 2015, d'une nouvelle gouvernance d'entreprise évoluant ainsi d'une structure à Conseil de Surveillance et Directoire à une structure à Conseil d'Administration. Ainsi Frédéric Michelland est nommé Directeur Général et Olivier Regnard, Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'Administration de la société est composé de :

- Monsieur Pierre Gadonneix, Président du Conseil d'Administration ;
- Monsieur Frédéric Michelland, Directeur Général ;

- Messieurs Jean-Luc Allavena, Christophe Villemin et Robert Séminara représentants Apollo ;
- Messieurs Matthew Glowasky et Josiah Rotenberg représentants Monarch Capital ;
- Madame Claire Dreyfus-Cloarec, Madame Isabelle Azemard et Monsieur Francis Niss membres indépendants ;
- Monsieur Jean-Louis Peltriaux, représentant des actionnaires salariés.

NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Présentation des comptes

Les comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre 2015 ont été établis conformément à la réglementation en vigueur, résultant de l'application du règlement CRC 14-03. De plus, la société applique pour le traitement comptable de certaines opérations spécifiques les recommandations du plan comptable professionnel de l'industrie aéronautique et spatiale.

2.2 Hypothèses et estimations

La préparation des états financiers nécessite de la part du Conseil d'Administration de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

La société formule des hypothèses et établit régulièrement, sur ces bases des estimations relatives à ses différentes activités. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances ; elles intègrent les conditions économiques prévalant à la clôture et les informations disponibles à la date de préparation des états financiers. Le Conseil d'Administration revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des éléments d'actif et de passif

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les jugements exercés par le Conseil d'Administration, ayant un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période, concernent principalement la marge estimée au titre des contrats de construction (note 2.7), les provisions sur stocks, la valeur recouvrable des

immobilisations financières et les avantages au personnel (note 15.2).

Au 31 décembre 2015, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte économique mondial avec un degré de volatilité encore élevé au regard des perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession de la Société à la date de clôture notamment concernant :

- les informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents aviateurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique,
- les perspectives d'évolution du dollar à long-terme.

2.3 Frais de recherche et développement

Au 31 décembre 2015, les frais de recherche et développement sont inscrits en charges à l'exception des frais de développement liés aux contrats de construction qui sont comptabilisés en travaux en-cours.

2.4 Autres immobilisations incorporelles

Composées essentiellement de logiciels informatiques, elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (production immobilisée). Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

La différence entre l'amortissement économique, fondé sur la durée d'utilité, et l'amortissement calculé sur la base de la durée fiscale est constatée en amortissement dérogatoire. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée d'usage.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût directement attribuable (incluant le prix d'achat, les taxes payées et les frais directs d'achat), diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les dépenses ultérieures relatives à des immobilisations corporelles sont comptabilisées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues si elles maintiennent le niveau de performance de l'actif. Elles sont en revanche ajoutées à la valeur comptable de l'immobilisation initiale quand les avantages économiques futurs sont supérieurs au niveau initial de performance et que leur coût peut être évalué de façon fiable.

Le cas échéant, le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs (composants) s'il s'est avéré que les durées d'utilité sont différentes. De ce fait chaque élément d'actif est amorti sur une durée distincte. La société LATECOERE a défini des familles de biens

pouvant faire l'objet d'une décomposition et les durées d'utilité des composants ainsi déterminés.

Compte tenu du fait que les actifs acquis par la société LATECOERE n'ont pas pour vocation d'être revendus avant leur fin de vie économique, aucune valeur résiduelle n'a été appliquée aux différents actifs corporels immobilisés.

Le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat d'exploitation, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les subventions reçues par la société LATECOERE dans le cadre d'aide au financement d'actifs industriels immobilisés sont comptabilisées en déduction de la valeur d'origine du bien.

Par ailleurs, la société LATECOERE n'a pas retenu l'option de pouvoir intégrer, dans le coût de constitution d'un actif immobilisé, les frais financiers liés à un financement spécifique mis en place à cet effet.

L'ensemble des amortissements associés aux familles et aux sous-familles est repris ci-après.

Famille	Durée d'amortissement
Construction	15 - 40 ans
Installations générales	10 - 20 ans
Installations techniques	6 2/3 - 20 ans
Outils	3 ans
Matériel électronique	5 ans
Matériels informatiques	3 - 5 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau	6 2/3 ans
Mobilier	10 ans

D'une façon générale, la société LATECOERE a opté pour l'utilisation du mode d'amortissement linéaire pour l'ensemble de ses biens. Toutefois, lorsque la nature et la spécificité du bien le permettra, le mode d'amortissement dégressif pourra être retenu.

Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs immobilisés de la société sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. Si un tel indice est identifié, un test de dépréciation est réalisé. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs concerné à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net de coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité d'un actif, la société LATECOERE utilise :

- les prévisions de flux de trésorerie (avant impôt et frais financiers) basés sur des hypothèses qui retiennent l'actif dans son état actuel et représentent la meilleure estimation des conditions économiques qui existeront pendant la durée d'utilité de l'actif restant à courir,
- le taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le taux d'actualisation ne reflète pas les risques dont il a été tenu compte lors de l'estimation des flux de trésorerie futurs.

Une dépréciation est constatée à chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

2.6 Titres de participation et autres immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont inscrits en comptabilité à leur prix d'acquisition ou de souscription. À la clôture de l'exercice, leur valeur d'usage est déterminée en prenant en compte la situation nette et les perspectives de rentabilité de chacune d'elles.

Autres immobilisations financières

Leur valeur brute est constituée par leur coût d'achat hors frais accessoires.

2.7 Stocks et en-cours

Matières premières

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. La valorisation se fait au prix moyen pondéré. Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les matières premières et équipements non mouvementés depuis plus d'un an et pour lesquels aucune utilisation n'est prévue à court terme.

Travaux en-cours hors contrat de construction

La valeur brute des travaux en-cours est évaluée suivant la méthode du coût de revient complet à l'exclusion des frais hors production (frais financiers, frais de commercialisation, devis sans suite, frais administratifs...). Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les travaux en-cours lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

Contrat de construction (contrats long terme)

La société LATECOERE a conclu avec certains de ses clients des contrats de partenariat dont les caractéristiques sont celles des contrats de construction :

- contrat relatif à la production d'un ensemble de biens étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, technologie et fonction ;
- dont la durée couvre plusieurs exercices.

La comptabilisation de ces contrats répond aux critères ci-dessous :

Les produits et les coûts principaux pris en compte dans le cadre de l'application des contrats de construction sont :

a. pour les produits :

- le montant initial des produits convenus dans le contrat ;
- les modifications des travaux du contrat ou les réclamations dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et où elles peuvent être estimées de façon fiable.

b. pour les coûts :

Les coûts directement liés au contrat ;

- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement imputés au client selon les termes du contrat.

La marge est reconnue à l'avancement et calculée par rapport à la livraison des éléments (« milestones »). En effet la société LATECOERE facture à la livraison et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme.

Il est aussi possible que des facturations complémentaires soient effectuées par la suite (modifications ou suppléments de travaux). Une étude est menée au cas par cas afin de définir les éléments permettant d'identifier l'avancement (« milestones »).

La marge estimée est calculée sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque le risque de change a fait l'objet d'un contrat de couverture, l'incidence de cette couverture est intégrée dans le calcul de la marge estimée. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Dans le cadre de contrats de construction couvrant plusieurs exercices, la société est amenée au cours des premiers exercices à constater au bilan des coûts de production qui seront ensuite recyclés en résultat en fonction de la décroissance réellement observée.

Les contrats de construction sont basés sur des prévisions faites par la société LATECOERE en tenant compte des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique. Les coûts à venir sont estimés sur la base des organisations industrielles mises en place par la société LATECOERE. Par ailleurs, les flux dollars (chiffres d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux, la société LATECOERE a fondé ses prévisions sur des hypothèses d'évolution future du dollar en relation avec la durée des contrats. Cette dernière hypothèse peut être

revue en fonction des perspectives d'évolution de la devise et de ses impacts au niveau des prévisions.

2.8 Reconnaissance du revenu

Le revenu est reconnu selon les critères suivants :

- pour les contrats de construction, il convient de se référer à la note 2.7 ;
- pour les autres types de contrats (hors prestation), le revenu est reconnu au moment du transfert de la majorité des risques et avantages à l'acheteur, ce qui intervient généralement au moment de la livraison ;
- pour les contrats de prestations de services, le revenu est reconnu à l'avancement, en fonction de l'avancement réel des travaux sur la base des coûts constatés par rapport aux coûts totaux estimés.

2.9 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. A la clôture de chaque exercice, les risques de non recouvrement sont pris en compte et ces créances font l'objet d'une provision le cas échéant.

2.10 Valeurs mobilières de placement

Elles sont exclusivement constituées par des valeurs mobilières (autres que les actions propres). Leur valeur brute est formée par leur coût d'achat, hors frais et accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

2.11 Provisions pour risques

Les provisions sont établies suivant les dispositions prévues par le règlement CRC 2000-06 sur les passifs. Les risques connus à la date de l'arrêté des comptes font l'objet d'un examen et une provision est constituée.

2.12 Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent exclusivement les amortissements dérogatoires. Les amortissements dérogatoires sont constitués par la différence entre l'amortissement linéaire inscrit en exploitation et l'amortissement dégressif autorisé par la législation fiscale en vigueur.

2.13 Enregistrement des opérations en devises

La société LATECOERE, pour les transactions effectuées en devises (essentiellement avec le dollar US), gère son risque de change en couvrant ses flux prévisionnels de recettes par des contrats de ventes à terme de devises. Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le cours du jour de la transaction. Les créances libellées en dollar couvertes par des ventes à terme sont valorisées à la

clôture au cours de couverture de ces ventes à terme. Les autres créances et dettes libellées en devises sont valorisées au cours de clôture. Les différences de change sont enregistrées en résultat financier et les instruments de couverture détaillés en engagements hors-bilan.

2.14 Médailles du travail

En conformité avec la recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité (règlement n° 2000-06 sur les passifs), la société LATECOERE a comptabilisé sur l'exercice 2004 une provision pour médailles du travail, calculée en conformité avec la norme IAS 19 (sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel). Au 31 décembre 2015, le montant de cette provision a été réévalué et s'élève à 1 726 K€ contre 1 846 K€ au 31 décembre 2014.

2.15 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté à la livraison des produits ou à la réalisation des prestations de services.

2.16 Impôts

Depuis l'exercice fiscal 2009, la société LATECOERE s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle due au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés LATECOERE, LATElec, LATECOERE Services et LATECOERE développement.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société LATECOERE, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

2.17 CICE

Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est pris en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes.

La comptabilisation du CICE a été réalisée en diminution de l'impôt sur les sociétés, par le crédit d'un sous compte d'un crédit d'impôt (compte 6996).

Le montant comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 s'élève à 1 437 995 € et a fait l'objet de préfinancement.

Le CICE a été principalement utilisé pour la reconstitution du fonds de roulement.

NOTE 3 IMMOBILISATIONS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2014	Acquisitions	Virements	Cessions / mises au rebut	31 déc. 2015
Immobilisations incorporelles	6 759	9 280	914	78	16 875
Terrains	505	0			505
Constructions	2 890	21	31		2 942
Installations techniques, matériels outillages industriels	32 763	2 002	335	542	34 557
Installations générales, agencements divers	8 763	1 065	0	254	9 574
Matériel de transport	133	18		0	151
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 347	200	5	223	1 329
Immobilisations corporelles en cours	10 752	4 024	-1 284		13 491
Immobilisations corporelles	57 153	7 330	-914	1 020	62 549
Titres de participation	45 854	0			45 854
Créances rattachées à des participations	77 685	3 649		54 676	26 657
Autres titres immobilisés	25				25
Prêts, autres immobilisations financières	2 919	7 473		9 774	617
Immobilisations financières	126 483	11 121	0	64 450	73 154
TOTAL DES IMMOBILISATIONS BRUTES	190 394	27 732	0	65 547	152 578

NOTE 4 AMORTISSEMENTS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2014	Dotations	Reprises	31 déc. 2015
Immobilisations incorporelles	4 768	1 455	78	6 145
Constructions	886	184	1	1 069
Installations techniques, matériels outillages industriels	21 044	2 398	535	22 906
Installations générales, agencements divers	5 728	387	241	5 874
Matériel de transport	129	4	0	133
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 097	95	199	994
Immobilisations corporelles	28 884	3 067	976	30 976
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	33 653	4 522	1 054	37 121

En milliers d'euros	Linéaire	Dégressif	Amortissements dérogatoires	
			Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles	1 455	0	1 225	530
Constructions	184		15	0
Installations techniques, matériels outillages industriels	2 398		524	356
Installations générales, agencements divers	387		55	98
Matériel de transport	4		0	0
Matériel de bureau, informatique, mobilier	95		0	0
Immobilisations corporelles	3 067	0	593	454
TOTAL VENTILATION DES DOTATIONS DE L'EXERCICE	4 522	0	1 819	985

NOTE 5 PROVISIONS

En milliers d'euros	31 déc. 2014	Dotations	Reprises	31 déc. 2015
Amortissements dérogatoires	4 981	1 819	985	5 814
Provisions réglementées	4 981	1 819	985	5 814
Provisions pour pertes de change	1 127	429	1 127	429
Autres provisions risques et charges	11 605	211	8 987	2 829
Provisions pour risques et charges	12 732	640	10 114	3 258
Provisions dépréciation immobilisations financières	1 560	0	0	1 560
Provisions dépréciation stocks et en-cours	19 101	7 804	1 778	25 127
Provisions pour dépréciation	20 662	7 804	1 778	26 687
TOTAL PROVISIONS	38 374	10 262	12 877	35 759

En milliers d'euros	Dotations	Reprises
Exploitations	7 804	10 062
Financières	429	1 127
Exceptionnelles	2 030	1 688
TOTAL	10 262	12 877

La reprise de provisions pour risques et charges correspond pour 8 149 K€ à une reprise de provision pour perte à terminaison.

NOTE 6 ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	26 657	243	26 414
Prêts	409		409
Autres immobilisations financières	209	121	88
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	9 102	9 102	
Personnel et comptes rattachés	64	64	
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	5	5	
Etat et autres collectivités	31 535	9 571	21 964
Groupe et associés	29 838	29 838	0
Débiteurs divers	64 873	64 873	
Charges constatées d'avance	775	775	
TOTAL ETAT DES CREANCES	163 466	114 592	48 875
Prêts accordés en cours d'exercice	0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice	0		

Les créances à plus d'un an relatives à la ligne « Etat et autres collectivités » correspondent à et des crédits d'impôts (CIR et CICE notamment).

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Avances remboursables	32 021	1 610	9 857	20 554
Emprunts à 1 an maximum à l'origine	21	21	0	
Emprunts à plus d'1 an à l'origine	98 859	1 074	97 785	0
Emprunts et dettes financières divers	3 009	3 009		
Fournisseurs et comptes rattachés	76 357	76 357		
Personnel et comptes rattachés	9 748	9 748		
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	14 324	14 324		
Etat : impôt sur les bénéfices	805	805		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	935	935		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	2 765	2 765		
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	882	882		
Groupe et associés	30 485	30 485		
Autres dettes	36 186	7 312	18 996	9 879
Produits constatés d'avance	5 456	5 456		
TOTAL ETAT DES DETTES	311 853	154 783	126 637	30 434
Emprunts souscrits en cours d'exercice	97 785			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	225 610			

NOTE 7 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En milliers d'euros	Devise	Taux intérêt	Année d'échéance	31 déc. 2015	
				Valeur nominal	Valeur comptable
Crédit syndiqué - Tranche B	EURO	EURIBOR+ marge	2020	97 785	97 785
Facilités bancaires et autres	EURO	EURIBOR + marge	n/a	4 102	4 102
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				101 887	101 887

Engagements financiers sur le crédit syndiqué

Le crédit syndiqué inclut un covenant engageant la société à respecter un minimum d'EBIT dont l'application n'interviendra qu'à partir du 31 décembre 2017.

NOTE 8 AVANCES REMBOURSABLES

L'avance remboursable la plus significative est relative aux programmes A380 (24 M€). Les avances sont remboursables en cas de succès du programme, et les remboursements sont liés aux livraisons de chaque

produit ayant fait l'objet d'une avance. Les conditions de remboursement sont fixées dans la convention signée avec l'organisme prêteur.

NOTE 9 PRODUITS A RECEVOIR, CHARGES A PAYER, CCA et PCA

En milliers d'euros	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Factures à établir	948	983
Total des produits à recevoir	948	983
Intérêts courus sur emprunts	1 074	38
Fournisseurs factures non parvenues	29 389	32 102
Charges fiscales et sociales à payer	12 027	13 048
Intérêts courus sur découvert	19	15
Autres	18 744	17 584
Total des charges à payer	61 253	62 787
Primes d'assurances	98	88
Charges diverses de gestion	677	130
Total des charges constatées d'avance	775	217
Total des produits constatés d'avance	5 456	8 477

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES

Les actions de la société LATECOERE sont cotées sur EURONEXT PARIS, de NYSE EURONEXT compartiment « B ». Code ISIN : FR 0000032278

Le capital social s'élève à 186 694 330 €, et se décompose ainsi :

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice	11 545 499	2,00
Actions émises pendant l'exercice	81 801 666	2,00
Actions échangées pendant l'exercice (réduction de la valeur nominale)	0	
Actions composant le capital social en fin d'exercice	93 347 165	2,00

L'augmentation de capital, au titre de l'exercice 2015, est liée à :

- l'exercice de bons de souscriptions d'actions (BSA) pour montant de 3 789 940 € et ayant donné lieu à l'émission de 378 994 actions nouvelles (impactant le capital social à hauteur de 757 988 € et la prime d'émission à hauteur de 3 031 952 €)
- l'impact de la restructuration financière décrite en note 1 « Faits marquants » et portant sur l'émission de 81 422 672 actions nouvelles pour un montant total de 280 325 353 € (impactant le capital social à hauteur de 162 845 344 € et la prime d'émission à hauteur de 117 480 009 €)

<i>En milliers d'euros</i>	Montant
Capitaux propres au 31/12/13	37 085
Primes	369
Résultat 2014	-3 838
Distribution de dividendes 2013	0
Provisions réglementées	832
Capitaux propres au 31/12/14	34 448
Augmentation capital + primes	284 115
Résultat 2015	-8 625
Distribution de dividendes 2014	0
Provisions réglementées	834
Capitaux propres au 31/12/15 (1)	310 772

(1) Dont réserves indisponibles pour couverture des actions propres pour un montant de 120 K€.

Actions propres

<i>En quantité</i>	31-déc.-14	Acquisitions	Cessions	31-déc.-15	% du Capital
Titres LATECOERE	12 421	880 651	863 640	29 432	0,03%
<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-14	Acquisitions / Provisions	Cessions	31-déc.-15	Cours Moyen Acquisitions
Titres LATECOERE	108	5 589	5 578	120	4,06

NOTE 11 CHIFFRE D'AFFAIRES
PAR DOMAINE

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015		31 déc. 2014	
	Montant	%	Montant	%
Activité civile	497 658	98,5%	437 919	99,1%
Activité militaire	7 631	1,5%	6 056	0,9%
TOTAL	505 290	100,00%	443 976	100,00%

PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015		31 déc. 2014	
	Montant	%	Montant	%
France	164 406	32,5%	144 274	35,4%
Export	340 884	67,5%	299 702	64,6%
TOTAL	505 290	100,00%	443 976	100,00%

PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE (EXPORTATIONS DIRECTES)

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015		31 déc. 2014	
	Montant	%	Montant	%
Europe	272 341	53,9%	249 975	52,6%
Amérique du Nord	119 610	23,7%	107 348	25,3%
Asie	4 946	1,0%	2 223	0,4%
Autres	108 393	21,5%	84 429	21,7%
TOTAL	505 290	100,00%	443 976	100,00%

Il est à noter que cette décomposition ne traduit pas la destination finale des matériels produits par notre société. En effet, la plupart des ventes à nos clients français (Airbus France, Dassault,...) peuvent se trouver au final exportées.

NOTE 12 RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Produits financiers participations	4 024	4 490
Autres intérêts et produits assimilés	73	23
Reprise sur provisions et transfert de charges	1 127	6 528
Différence positives de change	17 826	14 539
Charges exceptionnelles diverses	8	20
PRODUITS FINANCIERS	23 057	25 601
Dotations financières amortissements, provisions	429	1 127
Autres intérêts et charges assimilées	18 478	19 950
Différences négatives de change	51 536	14 035
Charges nettes cessions de valeur mobilières de placement	28	62
CHARGES FINANCIERES	70 470	35 174
RESULTAT FINANCIER	-47 413	-9 573

NOTE 13 IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt afférent à chaque résultat est déterminé en tenant compte des réintégrations et déductions fiscales pratiquées et des taux d'imposition applicables aux opérations concernées.

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	Réintégrations et déductions fiscales	Assiette I.S.	Impôt société	Montant net
Résultat courant	-12 567		-12 497	0	-12 567
Résultat exceptionnel	-681		-1 358	0	-681
Intéressement	-1 845				-1 845
Participation des salariés	0				0
Crédit d'impôt	4 854				4 854
Divers	1 615				1 615
RESULTAT COMPTABLE	-8 625	0	-13 855	0	-8 625

Le poste divers comprend l'économie d'impôts liée à l'intégration fiscale.

NOTE 14 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Dotations aux amortissements dérogatoires	1 819	1 514
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	305	-40
Valeur d'actif des immobilisations cédées	44	136
Charges exceptionnelles diverses	505	526
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 672	2 137
Reprises amortissements dérogatoires	985	682
Produits de cessions d'actifs	12	11
Produits exceptionnels sur opération de gestion	276	44
Produits exceptionnels divers	717	42
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 991	778

NOTE 15 ENGAGEMENTS FINANCIERS

15.1 Crédit bail immobilier

En milliers d'euros	Coût d'entrée	Redevances payées		Redevances restant à payer			
		de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	+ 1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total à payer
Terrains et constructions Gimont 2002	6 791	640	7 930	640	480	0	1 120
TOTAL	6 791	640	7 930	640	480	0	1 120

15.2 Engagements de retraites

Les engagements en matière de départ à la retraite non comptabilisés au bilan sont estimés au 31 décembre 2015 à 8 062 K€, charges sociales incluses contre 7 639 K€ au titre de l'exercice précédent. La part des engagements de retraite comptabilisés au bilan à hauteur de 702 K€ fait suite à la fusion absorption de la société LATECOERE AEROSTRUCTURE.

Les engagements de retraites sont calculés selon la recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité. Les estimations des obligations de la Société au titre des engagements du personnel des sociétés françaises ont été calculées par un actuaire indépendant en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 2,1% (comme en 2014), taux calculé sur la base des taux observés au 30 novembre 2015 d'obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie, la société se référant notamment à l'indice Iboxx ;
- utilisation de la table de mortalité INSEE 2010-2012 ;
- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;
- âge de départ à la retraite : 66 ans ;
- progression des salaires conforme à la moyenne des dernières années ;

L'obligation est calculée charges sociales comprises. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

15.3 Engagements financiers sur contrats en devises et couvertures de change

Les principales modalités de couvertures sont les suivantes :

- transactions couvertes : estimation des flux futurs encaissés ou décaissés pour la période indiquées ;
- techniques de couverture : utilisation de contrats à terme ou de tunnels d'options garantissant un cours au pire sur les sous-jacents couverts.

Le montant total des contrats de couverture (contrats à terme et options) en USD s'élève au 31 décembre 2015 à 775,3 MUSD contre 475 MUSD à la clôture de l'exercice précédent. Ces engagements portés juridiquement par la société LATECOERE servent à couvrir l'ensemble du risque de change euros/USD du Groupe.

15.4 Engagements accordés aux sociétés du Groupe

Le montant des engagements données (lettre de confort et caution solidaire) par la société LATECOERE aux sociétés du Groupe s'élève à 2,4 M€.

15.5 Dettes garanties

Les garanties données s'élèvent à 107 M€ et sont principalement constituées de nantissements et d'hypothèques données dans le cadre de la mise en place du contrat de crédit syndiqué. Certains contrats comportent des covenants et des engagements financiers décrits dans la note 7.

15.6 Autres informations

La société LATECOERE est partie conjointement avec la société LATElec d'un contrat d'affacturage pour un montant total maximal de 84 M€ d'encours financé applicable de manière commune aux sociétés LATECOERE et LATElec.

Pour la société LATECOERE, au 31 décembre 2015, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 85,6 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élève à 40,6 M€. Au 31 décembre 2015, le montant des créances clients cédées au factor s'élevait à 75 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élevait à 49,4 M€.

Dans le cadre de ses activités courantes ; la société LATECOERE a des engagements d'achats liés à la production. Ces engagements reposent principalement sur les prévisions de cadence des donneurs d'ordre et sont réalisés à des conditions normales de marché.

La société a également donné des engagements auprès des douanes pour un montant de 0,6 M€

NOTE 16 INCIDENCE DES DISPOSITIONS FISCALES DEROGATOIRES SUR LE RESULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	Base	Incidence
Résultat net de l'exercice	-8 625	-8 625
Dotations aux amortissements dérogatoires	1 819	1 819
Reprises des amortissements dérogatoires	985	-985
Réduction d'impôt du fait des dotations	626	-626
Augmentation d'impôt du fait des reprises	339	339
RÉSULTAT HORS INCIDENCE DES DISPOSITIONS FISCALES DÉROGATOIRES		-8 078

NOTE 17 SITUATION FISCALE DIFFEREE

<i>En milliers d'euros</i>	Base	Incidence
Amortissements dérogatoires	-5 814	2 002
Participation des salariés	0	0
ORGANIC	801	-289
Provision de départ à la retraite	702	-242
Ecart de conversion passif	1 526	-551
SITUATION FISCALE DIFFEREE	-2 786	920

NOTE 18 EFFECTIF MOYEN

	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Cadres	336	347
ETAM	576	597
Ouvriers	158	185
TOTAL	1 070	1 129

NOTE 19 REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et des organes de direction (10 meilleurs salaires de la Société) s'élèvent pour 2015 à 2 160 K€.

NOTE 20 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Réserves et Report à nouveau	Quote-part %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis et non remboursés	C.A. du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours du dernier exercice	Avals et cautions donnés par la société
LATECOERE Inc. 1000 Brickel av. - suite 641 Miami Florida 33131 USA	551	127	100%	541	156	2 227	1	0	0
LATECOERE Développement 135 rue de Périole 31500 Toulouse	600	3 089	100%	572	0	0	908	900	0
LATELEC Z.I. La Bourgade rue Max Planck 31315 Labège	7 600	60 715	100%	7 600	25 068	212 643	6 765	1 700	0
LATECOERE Czech Republic s.r.o. Letov Letecká Vyroba Beranovich, 65 199 02 Praha 9 - Letnany Czech Republic	23 384	4 975	100%	20 787	0	100 484	2 156	0	2 361
LATECOERE Do Brasil Av Getulio Dorneles Vargas 3,320 12305-010 Jacarei (SP) Brésil	7 186	1 734	98%	13 425	0	34 281	4 737	0	0
Corses Composites Aéronautiques Z.I. Du Vazzio 20090 AJACCIO	1 707	5 099	25%	1 777	0	52 666	737	0	0
LATECOERE Services 1, Avenue P.G. Latécoère 31570 Saint Foy d'Aigrefeuille France	4 500	7 169	0%	0	0	77 151	681	342	0

Les éléments du bilan des sociétés dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro a été converti au taux de clôture et les éléments du compte de résultat au taux moyen de la période clôturée.

NOTE 21 PARTIES LIEES

En milliers d'euros	Montants concernant les entreprises :	
	liées (contrôlées à plus de 50%)	avec lesquelles la société a un lien de participation
Titres de participations	42 925	1 777
Autres créances rattachées à des participations	25 224	0
Créances diverses	28 753	0
Créances clients et comptes rattachés	6 409	139
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 862	1 967
Dettes diverses	12 692	15 071
Produits d'exploitation	73 535	2 544
Charges d'exploitation	116 346	7 222
Produits financiers	3 219	0
Charges financières	1 927	318

NOTE 22 INFORMATIONS SUR LES RISQUES

22.1 Risque de contrepartie

Du fait de la nature des principales contreparties, la société n'est pas exposée au risque de crédit de manière importante et ne prévoit aucune défaillance de tiers pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers de la société. A la clôture de l'exercice, la société n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ces actifs échus non provisionnés.

La société met en place des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux risques de change et de taux. Ces opérations sont contractées de gré à gré avec des banques de 1^{er} rang et ne présentent pas à ce titre de risque de défaillance.

La trésorerie est placée au travers d'instruments monétaires sans risque auprès d'établissements bancaires de 1^{er} rang.

22.2 Risque de change

De par son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, la société est confrontée à des risques de change. Le risque lié aux fluctuations du dollar est couvert pour partie par des contrats de ventes à terme et par des tunnels d'options. Le taux du dollar et le risque de change associé font partie des hypothèses futures estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination des marges à terminaison.

22.3 Risque de taux

La quasi-totalité de l'endettement net moyen et long terme est basé sur des référentiels courts termes. Le coût de la dette bancaire ressort à 4,4% en moyenne sur l'exercice 2015 contre 4,1% sur l'exercice 2014. Le taux d'intérêt moyen global porté par le Groupe en 2015 s'élève à 4,8% contre 4,4% en 2014.

NOTE 23 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes de l'année 2015 ressortent à 374 K€ et les honoraires facturés au titre des prestations entrant dans le cadre des diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes s'élèvent à 14 K€.

NOTE 24 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.